

Ils investissent dans l'éducation

De grands patrons, souvent par gratitude envers la méritocratie républicaine, donnent en retour.

« Pour que l'école dure, amis donnez ! » Le bon mot de Francis Blanche résonne avec une certaine modernité en France. Pas un mois sans qu'une fondation en faveur de l'éducation des jeunes voie le jour. En témoigne le chèque de 20 millions que vient de signer Xavier Niel pour créer 42, l'école libre pour geeks (lire page 52). « L'enseignement représentait 9 % de l'argent distribué en 2009 par la Fondation de France, soit 67 millions d'euros, indique son président, Philippe Lagayette, qui rêve d'un Bill Gates français. La philanthropie, c'est un réflexe, un esprit qui se nourrit des exemples que l'on voit. »



Martin Bouygues (à dr.) avec une étudiante boursière de sa fondation et son parrain, salarié du groupe. Créée en 2008, la fondation « est un clin d'oeil à mon père qui croyait beaucoup à la promotion sociale au mérite », explique le PDG de Bouygues. Photo : Arnaud Février

Or l'éducation en a longtemps été le parent pauvre. « Après tout, l'école est gratuite en France », peut-on entendre, l'Etat ponctionne assez les contribuables pour assurer seul sa mission... Mais les faits ont eu raison des certitudes. La publication d'enquêtes, comme le rapport de la Cour des comptes sur l'égalité des chances à l'école, interroge. « Que des élèves brillants ne puissent pas poursuivre leurs études me paraît infiniment injuste », considère ainsi Martin Bouygues. Sans parler du décrochage

de la France dans les classements Pisa de l'OCDE, qui inquiète l'élite économique. « Je pense que l'on a une énorme responsabilité, compte tenu des turpitudes léguées à nos enfants, affirme par exemple Henri Lachmann, président du conseil du directoire de Schneider. Grâce à la déduction fiscale de 66 %, je préfère payer une prime et flécher mes impôts en direction de l'éducation. »

Comme lui, Claude Bébéar, Vincent Bolloré et Jean-Charles Naouri, ont été parmi les premiers à s'investir dans la lutte contre les discriminations. Un domaine où Marc Ladreit de Lacharrière, patron de Fimalac, fait figure d'apôtre. Le lundi 24 mai, au Théâtre du Rond-Point, sa fondation Culture & Diversité organisait sa soirée annuelle : des élèves de zone d'éducation prioritaire présentent leur spectacle ; au premier rang, la moitié du gouvernement chantonne au côté de François Hollande, tout ébaubi ; « C'est la première fois que je dirige un conseil des ministres », s'amuse le slameur Grand Corps malade.

Depuis 2006, Marc Ladreit de Lacharrière investit une partie de ses dividendes à promouvoir l'art auprès de ceux qui en sont exclus. Cette année, sa fondation distribuera 1,5 million d'euros pour des projets qu'elle crée et soutient en lien avec les pouvoirs publics. Quinze mille jeunes ont déjà suivi l'un des programmes, comme la préparation aux concours de l'École du Louvre ou de la Fémis, qui forme aux métiers du cinéma.



Marc Ladreit de Lacharrière entouré de jeunes soutenus par sa fondation, au Théâtre du Rond-Point. Avec Culture & Diversité, le fondateur de Fimalac ouvre des horizons artistiques inédits à des milliers de jeunes défavorisés. Photo : G. Cittadini Cesi/Le Théâtre du Rond-Point

Mémoire des origines

Pour expliquer leur démarche, certains patrons évoquent leur foi. Donner en retour... « Il y en a qui rachètent le péché comme ça ! » s'amuse Henri Lachmann. D'autres veulent simplement rester en prise avec la réalité. « Le jour où tout s'arrêtera, je me dirai que j'ai été utile », dit Marc Ladreit de Lacharrière. Et d'évoquer ses souvenirs, lui qui fut pion pour payer ses études avant d'entrer à l'ENA. « Je suis un enfant de la méritocratie républicaine », dit-il, comme le sont Jean-Charles Naouri, PDG de Casino, et Claude Bébéar, fondateur d'Axa : « Mon arrière-grand-père était un enfant trouvé. Mon grand-père instituteur. » Récemment, Claude Bébéar a donné 5 millions à la fondation de l'École polytechnique, dont il est diplômé.

De même, Robert Zolade, fondateur d'Elior, se souvient de son entrée au lycée Louis-le-Grand. Puis Sciences-Po Paris lui a ouvert ses portes. Reconnaissance éternelle. « Mon père, qui était ouvrier tapissier, aurait préféré que je fasse l'école Boulle, raconte-t-il. Depuis 1995, notre fondation a

distribué 1 300 bourses à des familles modestes où l'un des parents travaille dans la restauration collective. » La Fondation de la deuxième chance, que préside Vincent Bolloré, aide des jeunes en difficulté à se former. « Quand un groupe a l'histoire qui est la nôtre, avec des hauts et des bas, l'idée de donner un coup de pouce me plaît bien, explique-t-il. J'aime ce message d'espoir. » Bientôt, 200 personnes ayant besoin d'aide ponctuelle seront logées et nourries dans l'ancien hospice des Petites Soeurs des pauvres, rue de Varize, à Paris, qu'il vient de restaurer.

Pour ces mécènes, l'idée de modifier la trajectoire d'une vie suffit souvent à leur bonheur. Comme celle de ces jeunes blacks-blancs-beurs que Marc Ladreit de Lacharrière enlace avec chaleur ce 24 mai. Mettre son argent au service d'une société plus harmonieuse, c'est aussi ce qui motive Didier Le Menestrel, fondateur de la Financière de l'échiquier. « L'argent n'est pas une fin en soi », affirme ce golden boy. A Paris, rue de Courcelles, quinze jeunes filles issues de l'immigration sont logées et nourries à la Maison de l'Echiquier durant leurs deux ans de classes préparatoires ; « maternées » et « conseillées », aussi. « Je fais passer les entretiens et les aide à trouver des stages », raconte Didier Le Menestrel. Outre sa soeur Bénédicte Gueugnier, qui dirige la fondation de l'Echiquier, il veut embarquer... ses clients. Son fonds Agressor propose depuis peu une part philanthropie. « Chaque investisseur peut donner une partie de sa commission de surperformance à notre fondation. » Objectif : collecter 50 millions d'euros dans les dix-huit prochains mois.



Claude Bébéar à Polytechnique. Le fondateur d'Axa, infatigable leueur de fonds pour l'école, se voit dédier un stade de rugby. Ce mécène convaincu milite pour que la France s'inspire du Giving Pledge de Bill Gates. Photo : J. Barande/Ecole polytechnique



Didier Le Menestrel (en haut à droite) avec les boursières de la fondation de l'Echiquier. Grâce au président de la Financière de l'échiquier, quinze jeunes boursières sont hébergées à Paris pendant leurs classes préparatoires. Photo : DR

Volonté de créer du lien

Si les fondations permettent parfois de resserrer les liens familiaux, elles servent aussi de ciment dans les entreprises familiales. Ainsi, chacun des boursiers de la fondation Francis Bouygues - 427 en huit ans - est parrainé par un salarié du groupe. « Un clin d'oeil à mon père qui croyait beaucoup à la promotion sociale au mérite », confie Martin Bouygues. De même, Vianney Mulliez, président de la fondation Auchan pour la jeunesse, privilégie le mécénat participatif, où chaque collaborateur peut s'impliquer. « Nous souhaitons contribuer au progrès économique et social localement, explique le président du conseil de surveillance du groupe fa-

milial. Cela génère de la fertés dans l'entreprise. »

Plus pragmatique, Christophe Bonduelle, son voisin dans le Nord, va déboursier 1 million d'euros pour sponsoriser la création d'une chaire marketing à l'Edhec, dont il est ancien élève et administrateur. « On en attend clairement un retour sur investissement », dit le PDG du groupe d'agroalimentaire.

Ce discours, la plupart des grandes écoles le tiennent à leurs diplômés pour collecter de l'argent. « En tant qu'ancien de Harvard, je suis sollicité tous les six mois pour donner, raconte Olivier Mitterrand (X 1962), président de la campagne de levée de fonds pour la fondation de Polytechnique. Il faut le faire, ne serait-ce que pour aider son école à progresser dans les classements internationaux en recrutant de grands professeurs et en finançant les programmes de recherche. »

Son prédécesseur, Claude Bébéar, a, lui, un rêve : pouvoir donner 50 % de sa fortune - davantage que la part réservataire actuellement prévue - en s'inspirant du programme The Giving Pledge, initié par Bill Gates aux Etats-Unis. « Il viendra en France en octobre pour parler de ce projet qui pourrait rapporter 600 milliards de dollars », révèle-t-il. Et faire des émules ? « Je rêve d'une France où les PDG pour raient mettre une partie de leurs stock-options et bonus dans les entreprises et leur fondation », dit Marc Ladreit de Lacharrière. Cela changerait des débats sur la taxe à 75 %.

par Kira Mitrofanoff

